INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 24 mars 2022**

* Au terme d’une séance volatile, les Bourses européennes ont finalement clôturé en ordre dispersé ce jeudi, dans un contexte toujours marqué par le conflit russo-ukrainien. Au son de la cloche, le CAC 40 a cédé 0,39% à 6 555,77 points tandis que l’EuroStoxx 50 a grappillé 0,06% à 3 871,46 points. A Wall Street, les indices s’offrent un rebond: le Dow Jones et le Nasdaq Composite grimpent respectivement 0,54% et 0,93%, en fin d’après-midi.
* Tous les regards étaient tournés vers Bruxelles aujourd'hui, alors que se réunissaient les dirigeants occidentaux pour assister aux sommets de l'Otan et du G7. L'Otan a annoncé l'envoi de renforts en Bulgarie, Roumanie, Hongrie et Slovaquie pour renforcer ses défenses.
* En parallèle, de nouvelles sanctions ont été annoncées à l'encontre de la Russie. Elles ciblent notamment 48 grandes entreprises publiques du secteur de la défense et 328 élus de la Douma.
* Sur le front des statistiques, la croissance de l'activité de la zone euro a ralenti (mais moins que prévu) en mars, en raison de la guerre en Ukraine, selon les données préliminaires de S&P Global. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite est ressorti à 54,5, après 55,5 en février 2022.
* Aux Etats-Unis, l'activité dans le secteur privé s'est accélérée en mars. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite est ressorti à un plus haut de 8 mois à 58,5 en mars contre 55,9 en février.
* Par ailleurs, 187 000 inscriptions hebdomadaires au chômage ont été enregistrées ; elles sont au plus bas depuis septembre 1969.
* En France, le climat des affaires se dégrade nettement en mars, indique l'Insee. L’indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d’entreprise des principaux secteurs d’activité marchands, perd six points. À 107, il se situe toutefois bien au-dessus de sa moyenne de longue période (100).
* L'activité dans le secteur privé s'est accélérée en mars aux Etats-Unis, a indiqué IHS Markit, selon une estimation initiale. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui intègre les services et le secteur manufacturier, est ressorti à un plus haut de 8 mois à 58,5 en mars contre 55,9 en février. Le PMI pour les services est passé de 56,5 à 58,9 et celui du secteur manufacturier, de 57,3 à 58,5. Le premier était attendu à 56 et le second à 56,3.
* Le gaz naturel progresse de 2,08% à 5,34 dollars par Mbtu sur le marché des matières premières new-yorkais, le Nymex, alors même que les cours du pétrole s'affichent en repli jeudi soir (-2,2% pour le Brent). Hier, le président russe Vladimir Poutine a annoncé sa volonté de faire payer son gaz naturel en roubles, un moyen de faire pression sur les pays Occidentaux et de réévaluer une devise nationale largement déprimée par la guerre en Ukraine et les sanctions internationales.

L'Allemagne déclaré que que cette décision équivalait à une "rupture de contrat". Des propos corrélés par le patron d'Engie, qui a précisé que les contrats sur le gaz russe achetés par l'énergéticien français auprès de Gazprom étaient libellés en euros.

Par ailleurs, les Etats-Unis se sont engagés à livrer du GNL à l'Europe via le Royaume-Uni afin de pallier à une éventuelle pénurie de gaz sur le Vieux Contient et de limiter sa dépendance à l'égard de la Russie.

* Face à l'inflation et à l'instar des autres banques centrales, la banque centrale de Norvège serre la vis. Comme prévu, l'institution a relevé son principal taux directeur de 0,50% à 0,75%, soit son troisième relèvement depuis le mois de septembre. La banque centrale a prévenu qu'elle pourrait accélérer la normalisation de sa politique monétaire dans les mois à venir. Pour preuve, elle vise un taux de 2,5% d'ici fin 2023, contre 1,75% auparavant. En février, l'inflation est ressortie à 3,7% après 3,2% en janvier.

Sur le marché des changes, la couronne norvégienne gagne 0,55% à 9,515 couronnes pour un euro après avoir atteint en séance 9,447 couronnes pour un euro, soit son plus haut niveau depuis octobre 2018.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Air Liquide (+2,09%), STMicroelectronics (+2,03%) et Thales (+1,72%) ont signé les plus fortes progressions du CAC 40. A l'inverse, Veolia (-2,88%), Eurofins (-2,73%) et Saint-Gobain (-2,34%), ont occupé les dernières places de l'indice phare parisien.
* Face aux critiques quant à ses activités en Russie, notamment celles du président ukrainien Volodymyr Zelensky, Renault a dû réagir. Et c’est un désengagement du pays qui semble s’amorcer pour le groupe au losange. Ce dernier a d’ores et déjà suspendu les activités de son usine de Moscou. Il évalue, de plus, les options possibles concernant sa participation dans le constructeur russe Avtovaz, « tout en agissant de manière responsable envers ses 45 000 salariés en Russie ». En Bourse, Renault perd 2,47% à 22,47 euros l’action, accusant l’une des plus fortes baisses du CAC 40.

Le groupe au losange a précisé qu'une charge d'ajustement non-cash serait enregistrée au moment des résultats du premier semestre 2022 correspondant à la valeur des immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill consolidés du groupe en Russie. Celle-ci s'élevait à 2,195 milliards d'euros au 31 décembre 2021.

Au final, Renault a revu à la baisse ses perspectives financières pour l'année 2022. Il table désormais sur une marge opérationnelle du groupe de l'ordre de 3% (contre au moins 4% auparavant) et un free cash-flow opérationnel de l'Automobile positif (contre au moins 1 milliard d'euros précédemment).

La guerre en Ukraine représente un coup dur pour Renault, dont le redressement était en cours. Rappelons que la Russie a représenté l'an dernier le deuxième marché du groupe, avec près de 482 000 véhicules écoulés, pour un chiffre d'affaires de 2,8 milliards d'euros.

* Spotify a trouvé un accord avec Google afin de proposer aux utilisateurs une méthode de paiement alternative au sein de son application. Le géant suédois du streaming musical, coté au Nasdaq, pourra ainsi offrir dans le Google Play Store le choix entre mode de paiement de Google, qui comprend 30% de frais, et son propre mode de paiement alternatif. Pour éviter ces frais, Spotify ne permettait pas aux utilisateurs de s'inscrire à des services payants via l'application de Google, les obligeant à se rendre sur le site Web de la société.
* Trigano chute de 6,47% à 128,70 euros l’action sur la place de Paris. Lors du deuxième trimestre (décembre 2021-février 2022) de son exercice en cours, le roi du camping-car a réalisé un chiffre d’affaires de 707,4 millions d’euros, en hausse de 9,1% à périmètre et change constants sur un an. Si cette performance est en ligne avec les attentes, elle masque une faiblesse inattendue dans l’activité phare du groupe. Les livraisons de camping-cars ont ainsi reculé d’environ 10% du fait de la pénurie de bases roulante.

Une faiblesse qui a néanmoins été compensée par les hausses de prix et la forte croissance de 31,5% enregistrée dans les équipements de loisirs (remorques, matériel de camping…).

Au total, le chiffre d'affaires ressort ainsi à 1,49 milliard d'euros sur le premier semestre 2021-2022, soit une hausse de 8,4% à périmètre et taux de change constants sur un an.

Du côté des perspectives, si les carnets de commandes sont pleins à craquer, le roi du camping-car aura des difficultés à satisfaire la demande en raison des tensions persistantes sur les approvisionnements en base roulantes.

En parallèle, Trigano a précisé ne pas avoir d'activité industrielle en Russie ou en Ukraine et que ses ventes dans ces pays étaient " non significatives ". Il précise que les approvisionnements susceptibles d'être affectés directement par le conflit concernent essentiellement des articles à base de bois qui sont déjà en multi-sourcing hors du périmètre concerné.

* Voltalia chute de plus de 11% à 18,36 euros après la publication de ses résultats 2021. Le producteur d'énergies renouvelables a accusé l'an dernier une perte nette d'1,6 million d'euros, contre un bénéfice de 7,9 millions en 2020. Le groupe a été pénalisé par le décalage de la comptabilisation des ventes de projets en développement (pré-construction). L'Ebitda a atteint 137,4 millions, en hausse de 41% à taux courants et de 49% à taux constants grâce aux ventes d’énergie et de services. L'Ebitda normatif ressort à 156,5 millions, en hausse de 55%.

Il est inférieur à l'objectif qui était de 170 millions car certaines cessions de projets en cours de développement au Brésil (pré-construction), signées en 2021, ne seront comptablement reconnues qu'en 2022.

Sans ce décalage non anticipé, l'objectif 2021 aurait été dépassé. Parmi les cessions signées en 2021 mais non comptabilisées, celles qui ont déjà rempli les critères de comptabilisation depuis le 1er janvier 2022 représentent plus de 10 millions d'euros d'Ebitda, soit la grande majorité de l'écart à l'objectif.

* Paramount+, le service mondial de streaming de Paramount Global, a annoncé aujourd’hui un partenariat de long terme avec Gaumont, société de production mondialement reconnue avec des succès récents comme Lupin, Narcos, Barbarians et Stillwater, pour produire des séries de classe mondiale. Cet accord a pour objectif de permettre à Paramount+ de diversifier son offre afin de toucher tous les publics et enrichir la proposition de contenus de Paramount+ dans le monde entier.

Gaumont produira ces contenus originaux en association avec le studio international de Paramount, VIS, dans le cadre d'une stratégie éditoriale ambitieuse de Paramount+ qui prévoit la mise en production de 50 nouveaux projets en 2022. VIS aura accès au vaste réseau de talents de Gaumont sur les principaux marchés de Paramount+, notamment en Amérique latine et en Europe.

Paramount+ continue d'élargir sa présence mondiale avec des lancements prévus au Royaume-Uni, en Corée du Sud, en France, en Allemagne, Autriche, Suisse et en Italie en 2022.

**ANALYSES**

* L'économie française doit se préparer à un atterrissage brutal. L’attaque russe contre l’Ukraine et sa myriade de conséquences bousculent tous les scénarios établis jusqu'ici par les conjoncturistes. Si l'exécutif maintient pour l'instant son estimation d'une hausse de 4 % du PIB en 2022, tous sont en train de revoir à la baisse leurs prévisions.

La Banque de France table désormais sur une croissance de 3,4% ou 2,8% en fonction des cours du baril de pétrole. L'institut Rexecode anticipe 2,9 % (contre 4 % précédemment). Selon Philippe Waechter, directeur de la recherche économique d'Ostrum Asset Management, la progression de l'activité pourrait se situer « entre 2,5 % et 3 % », loin des 7 % affichés l'an dernier. « En général après un choc sur les prix de l'énergie et des matières premières comme celui qui découle du conflit en Ukraine, on assiste rapidement à un ralentissement brutal de l'économie », explique-t-il, n'excluant pas « deux trimestres de récession, d'affilée ou pas cette année ».

En réalité, ce rythme encore relativement soutenu découlerait largement de la vigueur de la reprise avant les hostilités : la France démarre en effet l'année avec un acquis de croissance estimé à 3,7 % à la fin mars. Scénario qui intègre une hausse de 0,3 % du PIB au premier trimestre comme le prévoit l'Insee.

Mais l'économie française doit s'attendre à des jours plus difficiles encore : en 2023, sa croissance devrait être nettement plus réduite. Autour de 0,4 %, estime par exemple Rexecode, qui a livré ses prévisions cette semaine.

Les effets de la guerre sur l'économie vont se transmettre au travers de différents canaux : l'énergie, la hausse des prix, la confiance. « Ce prélèvement sur l'ensemble de l'économie va avoir des répercussions sur les comportements des agents économiques », prévient Denis Ferrand, le directeur de Rexecode.

Le conflit et l'inflation vont affecter le principal moteur de la croissance en France : la consommation des ménages. Déjà confrontés au renchérissement de l'énergie, « ces derniers vont en plus bientôt subir la forte augmentation des prix alimentaires », alerte-t-il.

Malgré les efforts de l'Etat pour préserver les revenus des Français, l'envie de consommer risque de connaître un coup d'arrêt. Les 20 % les plus modestes ont déjà vu disparaître leur surcroît d'épargne accumulé depuis le début de la crise sanitaire, comme le montre une étude récente du Conseil d'analyse économique. Ce qui devrait les conduire à freiner leurs dépenses non essentielles. « Et les autres devraient continuer à surépargner si le scénario qui s'est déroulé pendant la guerre du Golfe se reproduit », prévient Denis Ferrand.

Du côté des entreprises, la situation est à peine meilleure. Elles abordent cette nouvelle crise avec une situation de trésorerie favorable. Mais « l'intervention militaire en Ukraine a entamé la confiance et renforcé les tensions sur les coûts », comme le souligne Joe Hayes, senior economist à S&P Global. Dans ce contexte, la perspective d'une dégradation de leur activité et de leur marge risque de motiver un certain attentisme dans leurs décisions d'investir.  Denis Ferrand n'exclut pas toutefois un scénario plus optimiste : « Les taux étant bas, certaines entreprises pourraient accélérer leurs investissements dans la transition environnementale et numérique ».

**L’AGENDA DU 25 mars 2022**

**10h00 en Allemagne**
Indice Ifo du climat des affaires en mars

**15h00 aux Etats-Unis**
Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en mars
Promesses de ventes de logements en février